

Europe-Russie, la décennie des occasions perdues

vendredi 5 septembre 2014, par [Olivier ZAJEC](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Olivier ZAJEC](#), **Europe-Russie, la décennie des occasions perdues**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 5 septembre 2014.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Alors que se termine le sommet de l'OTAN, O. Zajec (ISC) met en perspective historique la dégradation des relations Europe - Russie. Il voit dans la décennie 1990 une série d'occasions perdues.

« *CHAQUE fois qu'un observateur s'approche de trop près d'un phénomène, il ne peut y voir qu'un chaos incompréhensible* », jugeait le spécialiste des relations internationales Jean-Louis Martres [1]. Confuse, la situation actuelle de l'Ukraine souligne la nécessité d'une prise de recul quant aux conditions qui ont mené à un glissement de terrain géopolitique d'une telle ampleur. Idéologiser la lecture de cette crise en se contentant, comme certains commentateurs, de dénoncer les « appétits » et les valeurs « anti-occidentales » de V. Poutine, conduit à dépolitiser l'analyse en l'hystérisant, quel que soit par ailleurs le viril opportunisme de l'intéressé. Ce n'est pas dans la néo-kremlinologie, mais dans l'histoire des années 1990, véritable décennie des occasions perdues, que se trouve l'explication du fiasco sécuritaire actuel. De ce fiasco, [OTAN](#) et [Russie](#) sont co-responsables, mais pas au même degré.

*

« *Entendre parler cette langue ici, non, décidément, je ne m'y ferai jamais tout à fait !* » Nous sommes en 1996, et voilà ce qu'avoue un fonctionnaire de l'Alliance atlantique à un journaliste du *Monde* qui prépare alors un ouvrage sur les coulisses de [l'OTAN](#). Les visites des officiels russes, qui se succèdent sans discontinuer au quartier général des forces alliées pour discuter des nouvelles conditions sécuritaires en Europe, laissent froid ce responsable.

L'histoire des années 1990 est au fond celle de deux planètes dont la conjonction astrale, logique et programmée, ne se produit pas, alors même que le Mur s'est écroulé.

[L'URSS a expiré cinq ans plus tôt](#), mais selon lui, les Russes demeurent pour la plupart « *irrécupérables* ». Leur pensée est « *marquée à vie par le communisme, même s'ils l'ont rejeté* ». Le verdict est sans appel : « *Ils ont trop longtemps vécu sur une autre planète* [2]. » L'analyse, sous certains aspects, n'est pas tout à fait fautive. Mais comme le fait remarquer le journaliste en rapportant cette anecdote, elle peut aussi bien s'appliquer en parallèle... aux membres de l'Alliance atlantique eux-mêmes. Hypothéquée par des blocages mentaux réciproques [des deux côtés d'un rideau de fer](#) évanoui, l'histoire des années 1990 est au fond celle de deux planètes dont la conjonction astrale, logique et programmée, ne se produit pas, alors même que le Mur s'est écroulé. De part et d'autre, ce sont tout au contraire les nostalgiques et les craintifs - dinosaures de l'étoile rouge et *keepers of the flame* atlantistes - qui vont l'emporter. Au détriment de l'autonomie politique européenne et du renouvellement de ses relations avec la Russie. Avec le recul, il n'est pas excessif de dire que l'Europe actuelle est l'héritière de ce rendez-vous gâché.

En 1990, dès avant la disparition finale de l'URSS, le *Manuel de l'OTAN* affirme pourtant avec force la détermination des pays membres à « *transformer l'Alliance en fonction de la nouvelle équation et mettre fin à la confrontation Est-Ouest* ». L'heure est à l'apaisement. Le Pacte de Varsovie s'auto-dissout le 1er juillet 1991. Les 7 et 8 novembre de la même année, lors du

sommet de Rome, l'OTAN adopte avec fébrilité un nouveau concept stratégique. Il évoque la disparition d'une « *menace d'attaque massive et simultanée sur tous les fronts européens* ». Pour autant, les intentions de l'organisation quant à son propre avenir sont moins que claires : « *Jamais, affirme certes le même document, la possibilité d'atteindre les objectifs de l'Alliance par des moyens politiques n'a été aussi grande* ». Mais, alors que tous les voyants ou presque sont verts du côté russe, où le président Eltsine, élu en juin 1991, et son ministre des affaires étrangères Kozyrev apparaissent plus que complaisants, quels sont au juste ces « objectifs de l'Alliance » ? La sécurité collective *du* continent européen, ou *sur* le continent européen ? La nuance est d'importance. L'influence et les intérêts des États-Unis en Europe vont-ils continuer à dominer ? [Les Européens, sous tutelle depuis un demi-siècle, vont-ils prendre en main leur destin de manière volontariste ?](#) L'alternative embarrasse au plus haut point la communauté transatlantique, placée devant la question brutale de sa pertinence dans un monde nouveau.

Tandis que l'OTAN se cherche une raison de persister dans son être malgré la disparition de la menace majeure qui justifiait son existence, la situation économique de la Russie devient extrêmement préoccupante. À partir de 1992, une « thérapie de choc » néolibérale lui est appliquée. Menée par Igor Gaïdar, elle vise à moderniser le pays selon trois axes : libéralisation des prix, stabilisation monétaire, privatisations. Anatoli Tchoubaï supervise ces dernières, qui se multiplient entre 1993 et 1998.

Au total, entre l'élection de Boris Eltsine à la présidence en juin 1991 et la crise financière de 1998, le PIB a chuté de près de 50%, les investissements dans le capital de 90%.

Dans leur sillage, et celui du premier ministre Victor Tchernomyrdine, qui contrôle le secteur d'État du gaz, prospèrent de nouveaux acteurs privés, les bientôt célèbres « oligarques », au premier rang desquels Boris Berezovski, Vladimir Goussinski, Mikhaïl Friedman, ou Mikhaïl Khodorkovski. « Conseillers occidentaux » et injonctions du FMI se succèdent à Moscou. La logique de la prédation s'étend. L'effondrement économique est patent, le désordre politique permanent. Il mène à la crise de septembre-octobre 1993 qui voit B. Eltsine, soutenu par le président B. Clinton, mettre au pas le Parlement russe, qui conteste le rythme des réformes économiques. En sort une Constitution plus fortement présidentialisée. Le bilan social de ces années est terrifiant, comme l'a montré entre autres Jean-Marie Chauvier : « *Au total, entre l'élection de Boris Eltsine à la présidence en juin 1991 et la crise financière de 1998, le PIB a chuté de près de 50%, les investissements dans le capital de 90%. La production industrielle est tombée à 47,3% de son niveau de 1990, celle de l'agriculture à 58,1%. L'espérance de vie masculine a été ramenée de 69 à 58 ans, le taux de scolarisation a baissé de 8%. (...) 6 à 10% de la population accaparaient 50% des revenus et 70 à 80% des richesses du pays, alors que 20 à 30% des familles vivaient dans des maisons en ruines, ne mangeaient pas à leur faim et mouraient avant terme [3].* » En 1998, le Krach financier entraîne un nouveau tournant politique. Eltsine, de plus en plus déconsidéré, titube sous l'effet de l'alcool sur les écrans du monde entier. Honni par ses compatriotes humiliés, il nomme Eugène Primakov premier ministre. Celui-ci tente de rééquilibrer les rapports diplomatiques avec l'Occident. Sans succès. Le journal français *L'Express* consacre au même moment un long reportage à la Russie, constatant les salaires en berne, les coupures d'électricité et de chauffage, les spoliations, « *l'épargne engloutie dans un système bancaire en catalepsie* ».

Et Vodozalov de prédire un « *réveil surprenant* ».

Pour les auteurs de l'article, la Russie est devenue « *une bombe à retardement au mécanisme aléatoire* » [4]. Lorsqu'ils questionnent Grigory Vodolazov, alors vice-président de l'Académie de sciences politiques, sur l'apathie du peuple russe, celui-ci leur répond que le pays profond, traumatisé, « *ne veut ni revenir au socialisme stalino-brejnévien ni sombrer dans le marécage capitaliste d'une nomenklatura criminalisée* ». Et Vodozalov de prédire un « *réveil surprenant* ». Le reportage paraît fin janvier 1999. En décembre de la même année, Primakov laisse sa place de chef du gouvernement à un jeune inconnu, fils d'une famille ouvrière, ancien agent de renseignement à l'apparence terne, qui a gravi tous les échelons pour finir par diriger le FSB, héritier du KGB. Son nom : Vladimir Poutine. Héritier d'un chaos moral, culturel et économique sans nom, l'obsession de cet homme dur et secret va être de restaurer le rang international de son pays, et la confiance de la Russie en elle-même. Par tous les moyens, comme on le sait aujourd'hui, lesquels n'excluront ni le verrouillage constitutionnel, ni les interventions dans l' « étranger proche ».

Avec le recul, comment ne pas voir que Poutine est le symptôme, et non la cause, du « *réveil surprenant* » prédit par Vodolazov ?

En 2000, Poutine est élu président. Quatorze ans après, moyennant un singulier jeu de bonneteau avec Dimitri Medvedev, il occupe toujours la fonction. Sa popularité est au plus haut en [Russie](#). Il est bien entendu louable de condamner [ses méthodes diplomatiques brutales, sa « verticalisation du pouvoir » et sa réticence à laisser s'exprimer une démocratisation plus profonde de la société russe](#). Encore faut-il comprendre que ces réticences procèdent fonctionnellement d'une décennie-repoussoir génératrice d'humiliation, de haine et de misère, plus que d'un « caractère » russe prétendument « immuable ». Avec le recul, comment ne pas voir que Poutine est le symptôme, et non la cause, du « *réveil surprenant* » prédit par Vodolazov ?

Dans ce contexte tragique des années 1990 d'où est sortie la Russie nouvelle, quel rôle a précisément joué la diplomatie de sécurité et de défense des Occidentaux ? La Guerre froide achevée, on pouvait penser que la fin du bipolarisme idéologique entraînerait la fin du bipolarisme géopolitique, et que s'imposerait la nécessité de relever la Russie dans la paix, au moyen d'un partenariat égalisé. Le défi était bien pour les Européens de parvenir à la création d'un espace de sécurité partagé avec leur voisin oriental, qui constituait - et constitue toujours - un univers rude, mais plein de promesses de développement. Mais la seule équation qui s'impose entre 1992 et 1994 est celle de la méfiance réciproque. Pour quelle raison ? Les peurs compréhensibles de certains nouveaux États indépendants de l'Europe orientale ont certes pesé lourd. Mais nul ne les a incités à faire le pari de la réconciliation. L'Amérique, de son côté, redoutant un continent européen uni et autonome, n'a pas peu contribué à l'échec d'un éventuel rapprochement. Ainsi, en 1995, alors que la Russie se noie dans une libéralisation aussi vite conçue que mal appliquée, Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller du Président démocrate Carter, résume l'enjeu dans son célèbre *Grand Echiquier*, dans lequel il enjoint Washington de diviser l'Eurasie en sous-pôles de puissance dominés et gagnés à la démocratie

libérale : « (...) il est impératif que n'émerge aucun concurrent eurasiatique capable de dominer l'Eurasie et par là de menacer l'Amérique. » Certains analystes américains avaient pourtant pris le contre-pied de Brzezinski. Constatant que les Européens ne feraient rien par eux-mêmes, ils tentèrent de dissuader les États-Unis d'une interprétation excessivement antagonique du potentiel de puissance eurasiatique, et spécialement de son pôle russe. En 1997, dans un article de *Foreign Policy*, Charles Weiss Jr., ancien conseiller de la Banque mondiale, propose ainsi « un plan Marshall sans arrière-pensée » pour l'ancien adversaire. Il pointe que des milliards ont été déversés sur l'ex-URSS effondrée et sur l'Europe de l'Est, mais avec des intentions idéologiques et géopolitiques qui ne cachent qu'à grand-peine leur hostilité à Moscou. Or, dit-il précisément, c'est l'erreur à ne pas commettre. Il faut tout au contraire restaurer la puissance russe, et ne pas méconnaître ses intérêts vitaux, pour qu'en retrouvant confiance - et sans ressentiment - elle serve les équilibres de sécurité d'un monde nouveau. Pour faire passer son argument, Weiss usa d'une formule tout à fait saisissante : « *Le monde, écrit-il alors, a moins à craindre d'une seconde Chine que d'une république de Weimar avec des armes nucléaires* [5]. » C'était un plaidoyer audacieux pour un nouveau Concert des puissances, et une main tendue à Moscou, qui se débattait effectivement en plein chaos. Mais pour que cette main soit saisie, il aurait fallu que les vieux *Cold Warriors* atlantistes renoncent à une proclamation puérile de « victoire » : « *Dans 50 ans, insistait Weiss, que diront nos enfants et nos petits-enfants de notre réponse à la chute de l'Empire soviétique ? Pourquoi, nous demanderont-ils, avons-nous précipité un retour à la « normale » après la Guerre froide, alors que nous savions pertinemment qu'à la fin de la Première guerre mondiale, un schéma similaire avait mené à la catastrophe ?* » La prophétie ne sera pas entendue, et les relations entre Russes et Européens ne cesseront dès lors de se tendre.

En août 1994, le ministre des affaires étrangères russe Andreï Kozyrev propose dans la *Revue de l'OTAN* d'utiliser la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe), forum où l'équité entre anciens adversaires est à peu près garantie, pour « *coordonner les activités de l'OTAN, de l'Union européenne, du Conseil de l'Europe, de l'Union de l'Europe Occidentale et de la Communauté des États Indépendants dans les domaines du renforcement de la stabilité et de la sécurité* ». Mais à partir de 1995, la fin de non-recevoir est claire, et l'Alliance juge que seul l'élargissement de l'OTAN « *contribuera à accroître la stabilité et la sécurité pour tous* ». République tchèque, Hongrie et Pologne intègrent l'organisation le 12 mars 1999. Le 29 mars 2004, c'est le tour de la Bulgarie, de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Roumanie, de la Slovaquie et de la Slovénie. Contre les promesses du chancelier Kohl, qui avait négocié la réunification allemande en promettant à Moscou que l'OTAN ne s'élargirait pas à la frontière russe, l'Ukraine elle-même est invitée à s'associer à cette dynamique, au travers du « partenariat pour la Paix ». À la satisfaction américaine et polonaise, le président ukrainien Koutchma signe dès 1995 avec son homologue lituanien un communiqué soulignant leur souhait partagé de « *joindre des alliances stables et sûres à cause des menaces et des pressions politiques d'un voisin commun* ».

[...] certains Européens, dont la France, continuent à parier sur la montée en puissance du pilier européen dans l'Alliance.

La Russie comprend enfin que, communisme ou pas, libéralisme économique ou pas,

collaboration antiterroriste ou pas, son endiguement se poursuivra jusqu'à sa marginalisation complète aux frontières d'une Europe diluée. Qu'il n'y aura pas d'espace de sécurité partagé de Paris à Vladivostok. Et que l'OTAN continuera de relayer en grande partie les intérêts américains, même si certains Européens, dont [la France, continuent à parier sur la montée en puissance du pilier européen dans l'Alliance](#). De l'affaire du Kosovo à la dénonciation unilatérale du traité ABM par Washington en 2002, rien ne sera fait pour apaiser le sentiment obsidional des Russes.

Quel est le bilan de ces années perdues ? V. Poutine, après avoir stabilisé et en partie réformé une nation vermoulue dont l'implosion aurait été une catastrophe, bâtit aujourd'hui la « seconde Chine [6] » qu'évoquait Weiss. Cette reconstruction se fait sur le ressentiment et la méfiance, sous la forme d'un néo-nationalisme victimaire. L'affaire de [Crimée](#) et [la crise ukrainienne](#) le montrent. Le président russe est-il le seul responsable de ce dénouement négatif ? Poser la question, c'est déjà y répondre. Dans la prestigieuse revue *Foreign Affairs*, un spécialiste des relations internationales du calibre de John J. Mearsheimer vient de juger, et il ne manque pas d'arguments, que « *les États-Unis et leurs alliés devraient abandonner leur plan d'occidentaliser l'Ukraine, et tenter d'en faire une zone neutre entre l'OTAN et la Russie [7]* ». Les États-Unis, depuis 1991, ont poussé avec efficacité leurs intérêts en Europe, sur le mode offensif. La Russie, revenue de l'abîme, résiste à ces empiètements sur le mode défensif, d'autant plus féroce qu'elle a cru éperdument dans les promesses économiques et diplomatiques de ses anciens adversaires, et qu'elle a été objectivement dupée [8]. Pour que ces deux forces ne s'entrechoquent pas sur une ligne de fracture déstabilisée, qui passe entre autres au beau milieu d'une Ukraine impuissante, il eût fallu que [l'Europe](#) ait une âme, une volonté et des objectifs qui lui soient propres, afin de désamorcer cette logique de re-congélation binaire, à laquelle elle avait tout à perdre. N'était-ce pas à l'Europe, et d'abord au couple franco-allemand, d'inspirer les conditions de la sécurité et de la coopération sur le continent européen, et non pas à Washington, Londres, l'OTAN ou Moscou ? Quel intérêt dans la régression géopolitique qui s'accomplit actuellement, où l'on voit la France abdiquer provisoirement devant la pression de ses alliés, et fragiliser sa parole et son crédit en suspendant la vente d'un matériel de défense, le BPC *Mistral*, déjà payé par la Russie [9] ?

*

Encore peut-on comprendre [le pari américain](#), qui repose sur le principe du *divide et impera*, fort de l'appoint d'[une diplomatie britannique qui a toujours choisi le grand large plutôt que le continent, et qui s'apprête d'ailleurs peut-être à quitter l'UE](#). Mais [l'Europe, la vraie](#) ? Celle qui devait agir dans le dialogue multipolaire et faire jeu égal avec les nouvelles puissances et les anciens hégémons ? Force est malheureusement de constater qu'elle n'a pas su s'élever au-dessus de son époque, s'imposer entre Moscou et Washington, et faire le pari du long terme. **Les années 1990 furent le prélude de son renoncement géopolitique** : il faut sans cesse revenir à cette décennie perdue pour saisir la raison profonde du déchirement ukrainien actuel.

Copyright Septembre 2014-Zajec/Diploweb.com

Plus

. Voir [le site de l'Institut de Stratégie Comparée \(ISC\)](#)

P.-S.

Chargé de recherches, Institut de Stratégie Comparée

Notes

[1] Jean-Louis Martres, « La puissance, lieu commun des relations internationales », Annuaire français des relations internationales, La documentation française, 2007, p. 31.

[2] Jean de la Guérvivière, Voyage au cœur de l'OTAN, Paris, Éditions du Seuil, 1996, p. 102.

[3] Jean-Marie Chauvier, « Octobre Noir 1993 ou la « Méthode Pinochet » en Russie », octobre 2013.

[4] Sylvaine Pasquier et Alla Chevelkina, « La fausse résignation du peuple russe », L'Express, 21 janvier 1999.

[5] Charles Weiss, Jr., « Eurasia Letter : A Marshall Plan We Can Afford », Foreign Policy n°106, printemps 1997, p. 94-109.

[6] NDLR : Comparer la Russie et la Chine en 2014 mériterait un bon débat. Les performances économiques et les caractéristiques démographiques devraient être notamment étudiées.

[7] John J. Mearsheimer, « Why the Ukraine Crisis is the West's Fault », Foreign Affairs, septembre 2014.

[8] Laure Mandeville, « Comment l'Amérique a « perdu » la Russie », Le Figaro, 17 avril 2014.

[9] « La France suspend la livraison du premier Mistral à la Russie », Le Monde, 3 septembre 2014.